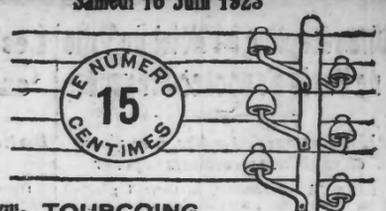


L'Égalité



Edition du "RÉVEIL DU NORD" Lille

Bureaux : 39, rue Pauvre, ROUBAIX et 2, place de l'Hôtel-de-Ville, TOURCOING

Le Débat sur la Politique Intérieure



M. Poincaré est interpellé aujourd'hui sur la « politique intérieure » de son gouvernement.

Le plus piquant de cette aventure c'est que la droite et le centre reprochent au ministre d'avoir laissé dire M. Meyer, radical-socialiste au centre, tandis que la gauche et l'extrême-gauche l'accusent de favoriser ouvertement l'Action Française.

La vérité c'est que l'inconsistant Poincaré a pratiqué le système du laisser-faire qui n'a jamais passé pour une méthode du gouvernement.

Nous ne savons ce que fera la Chambre mais nous pouvons dire au moins ce que veut l'opinion publique. Celle-ci est fatiguée de la littérature conventionnelle de la politique « orientation à droite ou à gauche, ni réaction, ni révolution, défense des institutions républicaines, concentration des partis d'ordre, la liberté dans le progrès, le progrès dans la discipline, la discipline dans le charabia, et le charabia dans la République... »

Tout ça, c'est des mots, dirait Gavroche. Comme M. Poincaré, vieux professionnel de la politique, n'a que ça à nous raconter, il peut d'avance rengainer son discours !

L'opinion publique veut des réalités. La politique qui l'intéresse c'est celle de l'action véritable. C'est d'abord LA PAIX. C'est ensuite LE TRAVAIL, car la vie chère ruine doucement tout le monde. C'est enfin LA FIN DES VEXATIONS FISCALES qui transforment l'Etat en ennemi des citoyens français.

Il y a des lois laïques. Qu'on les applique et qu'on ne revienne plus sur cette conquête populaire, sous peine de ramener la guerre civile dans le pays. Il y a la République. Qu'on la défende contre les camelots du Roi, avec la simplicité de la correctionnelle pour les fils à papa qui se conduisent mal dans la rue.

Il y a un programme minimum de réformes sociales. Qu'on en poursuive l'application dès qu'on aura rétabli la confiance dans le Trésor et la prospérité publique, détruites par les Chéron et de Lasteyrie.

Le pays veut qu'on le laisse à sa besogne ; il est las de regarder toujours vers les gens du gouvernement pour savoir s'ils vont susciter une nouvelle guerre, inventer des impôts, aggraver le coût de la vie ou chambarder les lois. Cela est surtout vrai pour les Régions sinistrées dont la convalescence s'accroît mal d'une perpétuelle inquiétude.

Les fanatiques de l'agitation politique ne se rencontrent que parmi les candidats aux élections prochaines. Le commun des mortels a d'autres chats à fouetter. Il ne veut plus d'un gouvernement de farceurs qui cherche à l'extérieur des motifs de bouleversement pour mieux dissimuler son incapacité à conduire les affaires publiques.

Qu'on fasse des économies, qu'on soulage le fardeau qui pèse sur le monde de ceux qui travaillent, qu'on dise aux préfets de s'occuper d'administrer sagement et non de cuisiner les scrutins, qu'on ne mette pas toujours sur le tapis les principes fondamentaux de la République.

Mais, bon dieu, qu'on nous laisse travailler !

Eug. GUILLAUME.

En prévision des débats sur la politique intérieure, les socialistes prennent position

Le groupe socialiste de la Chambre s'est réuni, jeudi matin, pour déterminer l'attitude qu'il observera au cours du grand débat sur la politique intérieure qui doit avoir lieu, vendredi après-midi, à la suite des demandes d'interpellation déposées par MM. Bellet et Ybarnégarry.

Après une longue discussion, il a été décidé que le groupe ne déposerait aucune demande spéciale d'interpellation, mais que cinq de ses membres MM. Alexandre Varenne, Léon Blum, Paul-Boncour, Lebas et Masson, prendraient la parole, soit au cours du débat, soit sur les ordres du jour, suivant la tournure que prendra la discussion.

Au bal des liserés verts



— Enfin, j'ai rencontré « l'âme sœur » !

CHEZ DE BONS AMIS DES ANIMAUX

Une visite à un curieux asile de chiens et chats abandonnés

Il a été fondé à La Madeleine-lez-Lille par un ménage de braves Cabaretiers

Au lendemain de la 10e exposition illicite de la Société canine, qui remporta dimanche et lundi, un si grand succès, nous nous sommes rendus chez M. et Mme Duquesne-Platel, 84, rue Jeanne-Maillette, à La Madeleine-lez-Lille. En effet, de fervents amis des animaux nous avaient signalé cette adresse comme étant celle d'un spectacle aussi curieux que touchant : un tableau original qu'on nous promettait. Il est

C'est aussi « Quéquette », une jolie chatte à robe blanche et à tête noire. Elle est la favorite de la maison car, aux jours de malade de sa patronne, « Quéquette » ne mangeait plus et faillit bien trépasser. Au moment où nous contemplions son long poil soyeux qu'elle doit sans doute à sa descendance d'angora aristocratique, elle lèche gentiment un petit chien, pas plus haut que ça, couché dans une caisse, en attendant la guérison d'une petite cassée.



Mme DUQUESNE-PLATEL DISTRIBUANT DES FRIANDISES A QUELQUES-UNS DE SES PROTEGES

unique dans la région, autant par sa charitable intention que par le généreux exemple qu'il présente.

Un chien d'importance

Lorsque nous nous introduisons dans l'asile, nous sommes accueillis par un grand nombre de chiens et de chats. Les nombreux affilés de la Société protectrice des animaux, nous démontrèrent que le renseignement était exact. Notre entrée en conversation ne fut guère difficile car, à peine étions-nous assis que nous apercevions, rasant les chaises, courant en des- sous des tables, se cachant dans les coins, des chiens de toutes les couleurs comme de toutes les races.

— En voilà une collection de « cabots », dit-il de « matous » !

— Ah ! monsieur, vous n'avez rien vu encore. Voulez-vous inspecter mon chenil ?

Notre curiosité professionnelle ne nous permettait pas de refuser une aussi aimable invitation.

En nous conduisant dans une vaste cour, Mme Duquesne nous explique son aspiotat.

L'amour des bêtes est chez moi quelque chose d'irrésistible. Depuis ma tendre enfance, je n'ai jamais pu voir un animal souffrir, et c'est un peu l'esprit de ma famille.

Le recueillement nous explique, sans compter ceux qu'on m'apporte. Ainsi, tenez, pour le moment, j'en ai une quarantaine.

A la « sérénade » qui nous est adressée, j'aurais parié pour un million, et c'est la seule joie d'une femme qui ne connaît jamais la douleur d'une vie d'enfant à soigner.

— Depuis le nouvel an, j'en ai sauvé plus de cinq cents et depuis l'armistice, trois mille au minimum. Fenez-vous venir à La Madeleine, petite ville de 30.000 habitants. Il y a 1.500 chiens déclarés. Ajoutez-y les chats. Croiriez-vous que dans les fortifications de Lille, je vais retirer, chaque semaine, une douzaine de chiens abandonnés, et quelques-uns délaissés par cruauté ? Les bêtes sont souvent plus reconnaissantes que certaines personnes.

— Mais ne craignez-vous pas les chiens enragés ?

— Ah ! la bonne blague ! Ce sont les hommes qui sont enragés !

Une philosophie

M. et Mme Duquesne-Platel ne mettent pas seulement en pratique des principes de bonté envers les animaux, mais ils vulgarisent, autant qu'ils le peuvent, leurs idées de charité car, comme ils le disent, l'attachement à nos frères inférieurs est une école.

Tout dernièrement, la Société protectrice de France et de Belgique leur adressait le diplôme et la médaille d'argent pour leur dévouement ardent des animaux.

— Ils nous confessaient leur regret quand, malgré les soins les mieux compris, un chien doit être placé dans la caisse d'asphyxie.

Soulevait le couvercle d'une énorme marmite qui bouillonne sur le poêle, ils nous montrent une centaine de pieds de moutons qui seront bientôt prêts à point pour le repas du soir de leurs petits protégés.

Les deux « as » de l'asile

Pendant que notre rédacteur-photographe éprouve sa patience à emporter un souvenir de notre visite, nous faisons connaissance avec les deux « as » de l'asile.

Avant notre départ, M. et Mme Duquesne-Platel font l'appel général de leurs pensionnaires ; toute la série des grands personnages de la littérature et de la comédie y sont réunis.

Le Ministère belge a démissionné

Aucune solution n'étant intervenue pour la question de l'Université de Gand

Bruxelles, 14. — Le Ministère a démissionné, aucune solution n'étant intervenue dans la question de l'Université de Gand.

Le Congrès national des commis de perception

Avignon, 14. — Le Congrès National des Commis de Perception qui s'est tenu à Avignon a élaboré de nouveaux statuts personnels de réorganisation administrative et affirmé son attachement aux institutions républicaines. Il a voté une adresse de reconnaissance à M. Cailaux, ancien ministre des finances.

Un avion-géant à Douai



VOICI LE « GOLIATH » QUI EMMENERA DES PASSAGERS LE 1er JUILLET, JOUR DU GRAND MEETING D'AVIATION A DOUAI

M. de Lasteyrie est disposé à capituler

Il se prononce en faveur de la disjonction de certains articles concernant les Régions libérées

(De notre rédaction parisienne)

Le Conseil des ministres qui s'est tenu hier matin à l'Élysée a, paraît-il, décidé de se montrer favorable à la disjonction des principaux articles du projet de budget des dépenses recouvrables, disjonction réclamée depuis le mois de mai par les représentants de nos régions. Seul l'article 6 refusant l'imputation pour le paiement des taxes sur le chiffre d'affaires et des droits de douanes demeurera incorporé dans le projet.

M. de Lasteyrie s'est rendu à la Chambre dès le début de l'après-midi et a fait part à M. Groussau de la décision qui avait été prise par le Gouvernement. Toutefois, le président de la Commission des Régions libérées s'est montré intransigent et a répondu au ministre qu'il ne pouvait accepter que la disjonction totale des articles 6 à 13.

M. de Lasteyrie fort dépité de cette réponse à laquelle il s'attendait peu, déclara alors qu'il s'en remettait au jugement de la Commission des Finances, laquelle doit se réunir mardi prochain pour se prononcer sur la question.

Ce résultat a été obtenu grâce à la position de ferme résistance prise par nos parlementaires. Toutefois, avant de crier à la victoire complète, il faudrait attendre la réplique officielle des promesses de M. de Lasteyrie qui, jusqu'à présent n'a pas montré esclave farouche, de la parole donnée.

Demain se joue une partie capitale pour l'existence du Gouvernement, il se pourrait qu'à la veille d'un gros débat sur la politique intérieure, le Cabinet ait voulu, par une habile manœuvre, assurer le concours d'un certain nombre de voix qui lui savent devenir fort hésitantes.

L'annonce de la disjonction fut un succès, c'est certain. Reste à savoir si le danger passé, M. de Lasteyrie restera fidèle aux engagements officiels qu'il a pris envers les parlementaires des départements dévastés.

La Chambre décidera

Paris, 14. — Au cours de la réunion du Conseil des ministres, les ministres des Finances et des Régions libérées ont accepté en principe la disjonction réclamée par la Commission des Régions libérées de la Chambre, des articles 6 et 13 du projet de budget des dépenses recouvrables.

On sait que ces articles comportent diverses modifications aux dispositions de la loi sur les dommages de guerre et que la Commission des Régions libérées a réclamé la disjonction pour pouvoir y apporter ultérieurement des amendements et des tempéraments de nature à sauvegarder les droits des sinistrés de fait de leur disjonction du budget des dépenses recouvrables. Les articles en question une fois révisés par la Commission, seront présentés à la Chambre sous forme de projet de loi séparé.

Le tri-centenaire de Pascal

M. MILLERAND A NEVERS ET A CLERMONT-FERRAND

Nevers, 14. — En se rendant à Clermont-Ferrand pour assister aux fêtes du Tri-Centenaire de Pascal, M. Millerand s'arrêtera à Nevers et recevra les autorités et les délégations constituées.

Le temps d'aujourd'hui

ASSEZ BEAU

Vent nord à nord-est faible ; beau, nuageux, frais ; quelques gouttes par places.

LA RÉVOLUTION BULGARE

Des collisions sanglantes se seraient produites

Les paysans, insurgés, marcheraient sur Sofia

Bucarest, 14. — Suivant des nouvelles parvenues ici, la ville de Sumla serait tombée, entre les mains des gardes paysans ; une partie du département de Sumla serait devenue le plus important noyau de la révolution des paysans armés, qui se sont mis en marche de Popovo, au Nord de la Bulgarie, auraient eu une rencontre sanglante près de Reza, entre Timovo et Bujuk avec les garnisons de ces deux villes.

Les paysans insurgés seraient également en marche contre Varva.

On annonce d'autre part, que des voyageurs, arrivés mardi à Trieste par l'Orient-Express, ont déclaré que des paysans armés avaient envahi les wagons et avaient affirmé que d'ici peu de jours ils seraient à Sofia. Ils acclamaient Stamboulski, Président de la République bulgare.

M. Stamboulski en lutte contre les usurpateurs

Belgrade, 14. — On annonce que M. Stamboulski se trouve en ce moment à Talar Fezdzjik, où des collisions sanglantes auraient eu lieu entre des gardes paysans et des troupes du nouveau gouvernement.

On annonce, d'autre part, que M. Daskalov, ministre de Bulgarie à Prague, aurait reçu des nouvelles de M. Stamboulski. Celui-ci annonce à M. Daskalov qu'il a commencé la lutte contre le gouvernement des usurpateurs.

À la suite de la réception d'une dépêche

Une victoire des troupes gouvernementales

Bucarest, 14. — Les journaux annoncent que des combats ont eu lieu dans différentes parties de la Bulgarie ; sur plusieurs points les voies ferrées ont été démolies.

M. Oboff, ancien ministre, qui essayait de résister avec un certain nombre de partisans, a été vaincu par les troupes gouvernementales.

Il se serait réfugié en territoire roumain. Un éventuel retour du Tzar Ferdinand et de M. Radoslavoff doit être exclu.

Une note officielle annonce que l'ordre parfait est rétabli

Sofia, 14. — L'Agence Bulgare a publié la note officielle suivante : Contrairement aux bruits tendancieux répandus par des milieux étrangers intéressés, l'ordre parfait est rétabli dans tout le pays.

Les faibles tentatives de résistance des partisans de M. Stamboulski ont été définitivement brisées.

Il importe de signaler la hausse continue du Leva, ce qui prouve la confiance dont jouit le nouveau gouvernement.

L'Angleterre demande des précisions à la France

Son memorandum nous questionne sur la Ruhr et les Réparations

Paris, 14. — Le memorandum britannique remis hier à l'ambassade de France à Londres est parvenu ce matin au ministère des Affaires étrangères.

Cette note constitue une demande d'éclaircissement, notamment sur les conditions dans lesquelles le gouvernement français entend exiger de l'Allemagne la cessation de la résistance passive dans la Ruhr, et sur les modalités envisagées par le gouvernement français pour le règlement du problème des réparations.

La presse britannique reste dans l'expectative

Londres, 14. — Les journaux semblent ce matin vouloir rester dans l'expectative.

De son côté, le gouvernement ne fera aucune déclaration cette semaine, du moins tant que le Foreign Office n'aura pas reçu du gouvernement français les précisions demandées.

Le « Morning Post » dit qu'il serait sage, avant de prendre une décision, d'attendre que M. Baldwin ait pu s'entretenir avec M. Poincaré et lui exposer les vues du gouvernement britannique.

Le « Times » souligne les efforts faits au Conseil de cabinet d'hier pour maintenir le contact amical avec la France.

Le journal exprime cependant l'avis qu'on peut, d'ores et déjà considérer comme certain que le gouvernement britannique estime impossible, ni désirable, d'insister auprès de l'Allemagne pour qu'elle cesse en Ruhr sa résistance passive.

Un violent débat à la Chambre belge

Paris, 14. — On mande de Bruxelles aux journaux : La Chambre a poursuivi le débat sur les réparations.

M. Carton de Wiart, ministre d'Etat a soutenu la politique gouvernementale.

M. Theunis, dit-il, a raison de mettre tout

en œuvre pour assurer le maintien du Bloc occidental.

Pour l'annulation des dettes interalliées, il faudrait au préalable l'assentiment des Etats-Unis.

Il est inutile d'en parler avant de l'avoir obtenu.

Quant à la mauvaise volonté de l'Allemagne tout entière, elle n'est pas niabile.

Wauters, ancien ministre socialiste, tout en reconnaissant que l'Allemagne doit payer ce qu'elle doit, a affirmé qu'en voulant forcer à céder les industriels, on affaiblirait ceux qui consentent aux réparations.

M. Jaspert a protesté aussitôt : Je m'incline en faux, a dit le ministre, contre cette affirmation.

Les socialistes ne veulent pas de réparations et sur une riposte de Wauters, il a ajouté : vous voulez arriver à ce qu'on change le traité de Versailles, mais je ne le veux pas ; je ne le voudrai jamais ; il a été signé ; il faut l'exécuter.

100.000 marks pour un dollar

Berlin, 14. — Le dollar a valu hier, 100.000 marks à Berlin et à Francfort. Ce chiffre marque une date mémorable dans l'histoire du change allemand. On rappelle à cette occasion le chemin depuis le début de l'occupation de la Ruhr, époque à laquelle la devise américaine se traitait à 10,000 marks. Elle a donc décuplé de valeur en moins de six mois.

D'avant-hier, à hier la livre sterling s'est envolée de 300 à 450.000 marks ; le franc français a dépassé 6.300 marks, contre 5.450, mardi.

Le mark a fait hier également, un impressionnant plongeon à la Bourse de Genève. En baisse de 9 fr. 50, le million de marks a été coté officiellement que 58 fr. 50. Le soir, il a baissé encore, descendant jusqu'à 55 fr. 50.

Du ring à la prison

L'ex-manager de Siki et son complice trafiquants de coca ont été jugés

Paris, 14. — Devant la 10e Chambre correctionnelle ont comparu cet après-midi un sujet suisse, négociant en bois, Maurice Blanchet et Louis Defremont, qui fut manager du boxeur Siki, inculpés de trafic et vente de cocaïne. M. Blanchet sur le conseil de M Defremont était allé chercher en Suisse deux kilogrammes de cocaïne.

Blanchet et Defremont ont été condamnés à 6 mois de prison sans sursis et à trois mille francs d'amende chacun.

Badoud qui, « à la française » boxa un agent le fut également

Paris, 14. — Le 22 février dernier sur le pont Louis-Philippe les agents arrêtaient, Marius Albert Badoud, sujet suisse, sous prétexte que celui-ci était ivre. Mais Badoud qu'on voulait saisir et qui est un ancien champion d'Europe des poids welters, répondit par un coup de pied qui atteignit au ventre l'agent Bonnard. Celui-ci a subi de ce fait une incapacité de travail de 15 jours.

Badoud poursuivi pour violences et voies de fait devant la 10e chambre correctionnelle a été condamné à 15 jours de prison avec sursis.

Du ring à la tombe

Le boxeur Rampignon est décédé quarante-huit heures après un match

Limoges, 14. — Le boxeur limousin Rampignon, qui fut battu aux points mardi soir dans le Championnat de France, poids mouches, a succombé ce matin aux suites d'une congestion cérébrale.

Après le match, il avait dû s'allier et les soins qu'il reçut de deux docteurs purent le sauver.

Un médecin guérit la paralysie et la syphilis

Vienna, 14. — Le professeur Wagner Jauregg a fait à l'Association de psychiatrie et de neurologie une communication sur le traitement de la paralysie par l'inoculation artificielle d'une combinaison de malaria et de neosalvarsan, selon la méthode dudit professeur. Jusqu'ici, plusieurs centaines de paralytiques qui ont été traités auraient été totalement guéris et auraient pu reprendre leur activité, ou bien ils auraient vu les progrès de la maladie s'arrêter. Le traitement par injection de malaria et de neosalvarsan aurait également donné, selon le professeur Wagner Jauregg, des résultats surprenants chez les syphilitiques là où tous les autres traitements avaient restés sans résultat.